L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 14 MARS 1856.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
G. F. WEISSE, J. BISPHAM.
E. DUVERGER, C. HARDY.

Rue de Chartres No. 66, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 14 MARS.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'*Abeille* sont autorisés à recevoir des abonnements *à la semaine*, à raison de 25 *cents* pour les six numéros. Il se peut que ces deux jours dans nos bureaux de la personne qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme on leur ouvrant un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions sans profit la comptabilité, nous avons résolu de tout compter et autorisant nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés *à la semaine* devront payer la somme tant de leur abonnement hebdomadaire.

Pour paraître incessamment dans l'Abeille, sans interruption, les derniers volumes des MOHICANS DE PARIS, par ALEXANDRE DUMAS.

La presse française et le différend Anglo-Américain.

La presse française s'occupe beaucoup du différend survenu entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet de la question du recrutement et de celle de l'Amérique Centrale. Elle ne croit pas à la possibilité d'une guerre, et s'étonne à bon droit de l'animosité déployée des deux côtés de l'Atlantique. On ne dit pas que nous avons tort; mais on trouve que nous pourrions montrer plus de modération. Du reste, les journaux français semblent considérer la cranerie de M. le Président comme un moyen électoral et ils déclarent sans hésitation que cette effervescence ne se fait pas produite parmi nous si nous n'avions en ce moment des candidats à choisir pour la présidence de l'Union. Ils ne se trompent pas complètement, il faut en convenir.

Le *Constitutionnel* établit, dans les termes les plus clairs, le double différend qui divise les Etats-Unis et l'Angleterre. De quoi s'agit-il, demande notre confrère parisien? Pourquoi deux des nations les plus puissantes et les plus éclairées entre elles prêt, l'une vis-à-vis de l'autre, une attitude de défi? Il y a deux prétextes à ce différend: l'un est une tentative de recrutement faite sur le territoire américain par les agents étrangers anglais; l'autre est le maintien du protectorat britannique sur une ville de l'Amérique centrale. Or, le recrutement a peine entrepris a été abandonné, sans objections, dès que le gouvernement américain a déclaré qu'une telle opération était contraire aux lois de la république; quant au protectorat britannique sur la ville de Greytown, il ne vaut pas un farthing. Les Américains ne se soucient nullement de le prendre, et les Anglais ont le plus grand désir de s'en débarrasser.—Comment donc se fait-il que les gens sensés qui forment la masse de la population de deux côtés de l'Atlantique ne mettent même pas la pensée qu'une querelle sérieuse puisse sortir de pareilles causes?

C'est que le point d'honneur est engagé, répond le *Constitutionnel*. Il blâme le gouvernement américain qui semble, dit-il, prendre à tache d'envenimer le dissentiment, qui discute avec aigreur et multiplie les provocations à l'adresse de l'Angleterre. Il espère que la nation américaine ne suivra pas le gouvernement dans cette politique agressive; si elle s'y laissait entraîner, "l'opinion publique dans toute l'Europe s'élèverait contre une conduite aussi blâmable; *indépendamment de toute appréciation du fond de la querelle.*"

Le *Constitutionnel* trouve, on le voit, que nous avons tort dans la forme dans le fond. Il laisse de côté l'affaire du recrutement qui, dit-il, n'offre aucun élément de discussion,—et passe à la question de l'Amérique Centrale qui lui semble plus sérieuse, mais qui ne saurait néanmoins sans folie se démouer par la guerre, quand il est si facile de la résoudre à l'amiable. Le journal parisien admet pas qu'un si petit sujet de dispute puisse jamais amener un conflit sanglant entre deux nations unies par tant de liens d'amitié et d'intérêt.

Greytown, dit-il, cette nouvelle Ilion que les deux peuples semblent au moment de se disputer les armes à la main, est une bourgade située à l'embouchure du fleuve San-Juan entre les républiques de Costa-Rica et de Nicaragua. Ces deux Etats ont réclamé tour à tour la souveraineté, lorsque l'Angleterre s'en empara. Aujourd'hui encore ils ont signalé la fâcheuse et les plaideurs sous prétexte que le territoire en litige en est situé n'avait pas été enclavé dans les limites assignées au Nouveau-Monde et qu'il était resté indépendant entre les mains de la tribu indienne des Mosquitos qui habite une région sans culture, pour que l'Angleterre en fut possesseur. Mais elle prétendait que les Mosquitos n'aient été ses alliés dans ses guerres contre les Espagnols et qu'ils eussent cédé leur domaine et se charger de maintenir leurs droits. En conséquence, des détachements anglais s'emparèrent de Greytown, et le gouvernement britannique la place, ainsi que le territoire environnant, sous l'autorité d'un intendant qui fut vice-roi, et qui reçut, en outre, une pension annuelle pour soutenir la dignité de son rang. On a prétendu que ce potentat avait été un négociant de Londres; c'est bien douteux, calomnie d'autres ont affirmé qu'il fut un régulateur la haute civile, et qu'on l'envoyait dans ce coin du monde, afin qu'il cuvât son rhum, dans un état de somnolence perpétuelle. Ceci, malheureusement, paraît n'être qu'une plaisanterie. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre a maintenu, selon du fait, du moins de droit, l'autorité de ce souverain; elle a déclaré qu'il était son protégé et qu'elle a fait à ses frais, et pour un élevant des fortifications sur les points qui lui ont paru favorables.

Cependant, la reconnaissance est une belle chose, à condition qu'elle ne serve pas d'intermédiaire à l'intérêt. Au fond, l'Angleterre prend fort peu de souci des Mosquitos et de leur souverain. Mais, au moment où elle lui a donné sa couronne, elle avait fort à cœur de commander l'embouchure de la rivière San-Juan et le territoire environnant, dans et le territoire environnant, dans et le territoire environnant, dans